

Etude OpinionWay pour Aramisauto

Aides à l'achat automobile : 8 Français sur 10 déroutés face aux multiples changements

Paris, le 29 septembre 2025 — En cette rentrée 2025, les automobilistes français sont à la croisée des chemins : pris entre une réalité économique incertaine qui pèse sur leur budget automobile et une conscience écologique croissante qui les incite à adapter leurs habitudes. Alors que les gouvernements successifs multiplient les initiatives pour accélérer la transition énergétique, une nouvelle étude OpinionWay pour [Aramisauto](#) révèle qu'une grande majorité des Français se disent complètement perdus face aux dispositifs d'aides en place, et expriment une opposition aux Zones à Faibles Émissions (ZFE). À six mois des élections municipales, ce constat résonne comme un message adressé aux futurs élus locaux : les Français veulent des offres de mobilité accessibles et pragmatiques, adaptées à leur quotidien.

Voici les principaux chiffres de l'étude :

- **Budget auto en chute** : les Français ne consacrent plus que 238 € par mois à l'achat d'une voiture contre 360 euros dans l'étude de l'année dernière, et 210 € pour les ménages modestes, son plus bas niveau depuis 2022.
- **La voiture d'occasion, solution numéro 1 pour le portefeuille des Français** : 8 Français sur 10 envisage l'achat d'une voiture d'occasion pour financer sa mobilité (80%, +6% par rapport à 2024)
- **Complexité des aides** : 80 % des automobilistes se disent perdus face aux multiples changements et reports des dispositifs publics, et 79 % estiment ne pas pouvoir bénéficier du leasing social (+4%)
- **Rejet des mesures restrictives** : Plus de 7 Français sur 10 approuvent la suppression des ZFE (72%)
- **Une demande claire aux pouvoirs publics** : 8 Français sur 10 souhaitent élargir les aides publiques à l'achat d'un véhicule d'occasion thermique récent et peu polluant (80%). Une proportion similaire en ce qui concerne **les voitures d'occasion reconditionnées** (79%), jugées convaincantes, et dont 3 Français sur 4 connaissent l'existence (75%, +7%). 77 % les considèrent comme plus fiables que l'occasion (+14%).
- **L'électrique en occasion considéré** : Plus de 2 Français sur 3 souhaitent une extension des aides au véhicule électrique d'occasion (68%). Près de 6 Français sur 10 réclame une mesure garantissant l'autonomie ou bien la durée de vie de la batterie pour franchir le cap (58%).
- **Intentions d'achat – les motorisations hybrides et électriques progressent** : plus d'un automobiliste sur deux envisagerait aujourd'hui une motorisation électrique ou hybride pour son prochain achat (52%, +9% vs 2024).
- **Les aides à l'achat attendues au niveau local** : 1 Français sur 3 (34 %) considèrent qu'elles devraient faire partie des priorités municipales,

Pouvoir d'achat en berne et complexité des dispositifs d'aide : la mobilité des Français en difficulté

La mobilité des Français se heurte aujourd'hui à un double mur : un budget réduit face à la hausse des dépenses contraintes et des dispositifs publics jugés complexes. **Le budget mensuel moyen consacré à l'achat d'une voiture n'atteint plus que 238 euros contre 360 euros dans l'étude de l'année dernière**, et seulement 210 euros pour les ménages modestes, soit son niveau le plus bas depuis 2022.

Face à cette contrainte, près de sept automobilistes sur dix ont récemment adopté au moins une nouvelle pratique de mobilité, réduisant par exemple la fréquence de leurs déplacements (37%) ou reportant l'entretien de leur véhicule (15%). **Dans le même temps, une grande partie des répondants estime que les aides existantes ne répondent pas pleinement à leurs attentes et semblent difficilement compréhensibles** : 80 % des Français déclarent ne pas s'y retrouver en raison des multiples changements, 79 % pensent être exclus du leasing social (+4%) et 74 % considèrent que les dispositifs pour l'électrique ne suffisent pas en raison de la complexité des démarches à mener. Le rejet est tout aussi net lorsqu'il s'agit de subventionner des modèles perçus comme hors de portée : 79 % refusent que l'argent public finance des voitures de luxe ou de gros SUV, même électriques.

Dans ce contexte de frustration, **la suppression des Zones à Faibles Émissions, approuvée par 72 % des citoyens, illustre une aspiration plus large : celle de solutions de mobilité accessibles et pragmatiques**, plutôt que de contraintes ressenties comme déconnectées de la réalité économique des ménages.

Les Français en faveur d'alternatives viables à la voiture neuve

Face à la complexité des dispositifs et au coût du neuf, les Français recherchent des alternatives viables. Le véhicule d'occasion reconditionné pourrait s'imposer comme la troisième voie plébiscitée par les Français. **Sa notoriété progresse sensiblement : 75 % des automobilistes le connaissent désormais (+7%)**, avec une hausse de 12 points en un an chez les ménages modestes.

Cet engouement repose sur trois atouts perçus comme décisifs :

- le prix, puisque 89 % des Français considèrent le reconditionné plus abordable que le neuf ;
- la durabilité, 77 % estimant qu'il présente un meilleur impact environnemental ;
- la fiabilité, 77 % le jugeant également supérieure à celle de l'occasion classique.

L'intérêt se renforce également sur les motorisations électriques et hybrides : Plus d'un automobiliste sur deux envisagerait aujourd'hui ce type de motorisation pour leur prochain achat (52%, +9% vs 2024) contre 48 % qui restent attachés au thermique. Chez les ménages modestes, 49 % se tournent désormais vers l'électrique ou l'hybride (+13% vs 2024), dont 38 % vers un modèle rechargeable, illustrant une progression significative de l'adhésion à ces motorisations lorsqu'elles sont disponibles en occasion reconditionné notamment.

Ces dynamiques traduisent ainsi une attente claire vis-à-vis des pouvoirs publics : **8 Français sur 10 souhaitent élargir les aides publiques à l'achat d'un véhicule d'occasion thermique récent et peu polluant (80%)**, et **3 automobilistes sur 4 souhaitent la création d'aides dédiées à l'achat de voitures d'occasion reconditionnées** (75%, 85 % chez les ménages modestes).

Par ailleurs, si l'électrique neuf semble inaccessible financièrement malgré les aides, les Français considèrent bien cette motorisation sur l'occasion¹. **Plus de 2 Français sur 3 souhaitent ainsi une extension des aides au véhicule électrique d'occasion (68%)**. Pour franchir le cap, près de 6 Français sur 10 réclament une mesure garantissant l'autonomie ou bien la durée de vie de la batterie (58%). Au total, 79 % se déclarent favorables à une extension des dispositifs existants, aujourd'hui concentrés sur le neuf électrique, marquant ainsi **un décalage entre l'offre publique et les besoins exprimés par la population**.

Les collectivités locales apparaissent comme des acteurs centraux d'une mobilité accessible et pragmatique

À l'approche des élections municipales de mars 2026, la question de la mobilité apparaît comme un enjeu incontournable pour les Français. Face à la complexité des aides nationales et à la nécessité de solutions adaptées à leur quotidien, **ils se tournent massivement vers leurs élus locaux : 94 % estiment que leur futur maire devrait inscrire au moins une priorité de mobilité dans son programme**. Les attentes exprimées sont d'abord très concrètes : 42 % souhaitent une amélioration du stationnement, 37 % attendent un développement de l'offre de transports en commun et 32 % mettent en avant la nécessité de faciliter la mobilité dans les zones rurales et périurbaines.

Les aides à l'achat occupent également une place centrale : 1 Français sur 3 (34 %) considèrent qu'elles devraient faire partie des priorités municipales, avec une préférence marquée pour le soutien à l'acquisition de véhicules d'occasion récents ou reconditionnés (20 %), mais aussi, dans une moindre mesure, de véhicules thermiques neufs (12 %) ou électriques (10 %).

¹ Les ventes de voitures électriques d'occasion ont progressé de +27% en août 2025 par rapport à août 2024, s'installant au-dessus des 3% de part de marché. – [Source : AAA Data](#)

Les collectivités sont enfin identifiées comme des acteurs clés dans la régulation de l'espace public, un rôle attribué aussi bien aux structures intercommunales (23 %) qu'aux communes (19 %). Cette responsabilité locale s'incarne dans des mesures largement plébiscitées, telles que la préservation des zones piétonnes au cœur des quartiers (84 % favorables), le développement de pistes cyclables (77 %) ou la création de parkings réservés au covoiturage (72 %).



« Cette étude révèle des attentes claires des Français face aux aides et mesures perçues comme complexes. Une demande se dégage pour des solutions de mobilité plus accessibles et adaptées aux réalités économiques, notamment avec les voitures d'occasion reconditionnées », souligne **Romain Boscher, directeur général d'Aramisauto**, avant d'ajouter : « La voiture d'occasion reconditionnée, avec son modèle fiable et transparent, répond à cette demande croissante pour une mobilité plus abordable et durable. »

[Cliquer ici pour accéder à l'intégralité de l'étude.](#)

Méthodologie

Échantillon de 1 305 automobilistes, issu d'un échantillon de 1597 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Au sein de cet échantillon, 387 personnes appartenant aux ménages modestes ont été interrogées. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. L'échantillon a été interrogé du 28 août au 1^{er} septembre 2025 par questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview). Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : 1,4 à 3,1 points au plus pour un échantillon de 1000 répondants et de 2,3 à 5,3 points pour un échantillon de 350 répondants.

À propos d'Aramisauto

Aramisauto est le N°1 de la vente de voitures en ligne en France et est l'entité française d'Aramis Group, leader européen de la vente en ligne de voitures d'occasion aux particuliers. Le Groupe est présent dans 6 pays d'Europe, au travers de 6 marques et équipes locales bien établies. Groupe à forte croissance, expert du e-commerce et pionnier du reconditionnement automobile, Aramis Group agit au quotidien pour une mobilité plus durable avec une offre inscrite dans l'économie circulaire. Créé en 2001, il révolutionne depuis plus de 20 ans son marché, en mettant au centre de son action la satisfaction de ses clients et en capitalisant sur la technologie digitale et l'engagement de ses collaborateurs au service de la création de valeur pour l'ensemble de ses parties prenantes. Avec un chiffre d'affaires de 2,2 milliards d'euros en 2024, Aramis Group vend plus de 110 000 véhicules à des particuliers et accueille près de 70 millions de visiteurs sur l'ensemble de ses plateformes digitales chaque année. Le Groupe emploie plus de 2 400 collaborateurs et dispose de huit sites de reconditionnement industriel à travers l'Europe. Aramis Group est coté sur le compartiment B du marché réglementé d'Euronext Paris (Ticker : ARAMI – ISIN : FRO014003U94).

Contacts presse

Rumeur Publique – aramisauto@rumeurpublique.fr

[Manuella Andrianjafimihanta](#) – 06 22 08 64 51

[Léo Chompré](#) – 06 14 35 41 74

[Illan Gainand](#) – 06 28 76 84 11